

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Daniel Boulmier : Résolution amiable des litiges, préalable à la saisine prud'homale ? Des formulaires *Cerfa* aussi étranges que contestables.

Hervé Guichaoua : Mobilité intragroupe du salarié et marchandage : la logique d'un transfert de la subordination juridique non assumé.

Philippe Masson : Salariés de confiance : le retour ? (à propos des arrêts du 22 juin 2016 concernant les cadres dirigeants).

Laurent Milet : Voyage en « Absurdie » : la Chambre sociale de la Cour de cassation et les délais de consultation du comité d'entreprise.

PRATIQUE

Yves Cormillot : Consultation sur la situation économique et financière : des droits du comité d'entreprise et des missions d'expertise sur les comptes de l'entreprise plus resserrés... Agir en conséquence.

JURISPRUDENCE

Voir notamment

En cas de reprise par le CE d'une ASC antérieurement gérée par l'employeur, les sommes devant être réintégrées dans l'assiette de calcul de la subvention sont les dépenses TTC acquittées jusqu'alors par l'entreprise.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2016 – Note Christophe Baumgarten (p. 774)

Oui à la responsabilité délictuelle, mais vive le co-emploi !

Cour d'appel d'Amiens 28 juin 2016 – Note Michèle Bonnechère (p. 778)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Procédure prud'homale par Daniel Boulmier.

Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel par Pierre-Yves Gahdoun.



Doctrine

- Résolution amiable des litiges, préalable à la saisine prud'homale ? Des formulaires Cerfa aussi étranges que contestables** par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université de Lorraine 731
- INTRODUCTION DE L'INSTANCE – Assignation, art. 56 CPC – Introduction de la requête, art. 58 CPC – Diligences entreprises pour une résolution amiable du litige – Défaut – Nullité de l'assignation ou de l'introduction de la requête : non.
- COUR D'APPEL DE PARIS (Pôle 1, Ch. 3) 14 juin 2016** (extrait) (n° 15/103508) 736
- Mobilité intragroupe du salarié et marchandage : la logique d'un transfert de la subordination juridique non assumé** par **Hervé Guichoua**, Directeur du travail 737
- TRAVAIL ILLÉGAL – Prêt de main d'œuvre illicite et marchandage – Mobilité intragroupe – Mise à disposition d'un salarié auprès d'une filiale – Transfert d'autorité – Facturation excédant le coût salarial – Privation des droits à la participation et l'intéressement.
- COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 octobre 2016** (p. n° 14-26.032) 742
- Salariés de confiance : le retour ? (à propos des arrêts du 22 juin 2016 concernant les cadres dirigeants)** par **Philippe Masson**, collectif Droits et liberté de l'UGICT-CGT 744
- TEMPS DE TRAVAIL – Cadre dirigeant – Définition – Participation à la direction de l'entreprise – Critère autonome (non) – Caractérisation – Critères légaux (indépendance, autonomie, rémunération).
- COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 22 juin 2016** (p. n° 14-29.246) 750
- Voyage en « Absurdie » : la Chambre sociale de la Cour de cassation et les délais de consultation du comité d'entreprise** par **Laurent Milet**, Docteur en droit, Rédacteur en chef de la Revue pratique de droit social, Professeur associé Université Paris-Sud 751
- COMITÉ D'ENTREPRISE – Attributions économiques – Délais de consultation – Désignation d'expert comptable – Prolongation judiciaire des délais – Saisine du juge après l'expiration du délai – Demande du comité irrecevable.
- COUR DE CASSATION (Ch. soc.) 21 septembre 2016** (p. n° 15-19.003) 756
- COMITÉ D'ENTREPRISE – Attributions économiques – Délais de consultation – Consultation préalable des CHSCT – Prolongation judiciaire des délais – Saisine du juge avant l'expiration du délai – Jugement devant être rendu avant l'expiration du délai.
- COUR DE CASSATION (Ch. soc.) 21 septembre 2016** (p. n° 15-13.363) 758

Documents

- Rapport du Haut Conseil du financement de la protection sociale consacré à la protection sociale des non-salariés – Contribution de la CGT 760
- Libertés et interdits dans le cadre laïque – Observatoire de la laïcité 763

Pratique

- Consultation sur la situation économique et financière : des droits du comité d'entreprise et des missions d'expertise sur les comptes de l'entreprise plus resserrés... Agir en conséquence par **Yves Cormillot**, Expert auprès des comités d'entreprise 767

Jurisprudence

- COMITÉ D'ENTREPRISE – Activités sociales et culturelles – Délégation de gestion à l'entreprise – Reprise en régie directe par le comité – Montant de la contribution – Évaluation – Intégration de la TVA (oui).
- COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 21 septembre 2016** (p. n° 14-25.847) 774
- Note **Christophe Baumgarten**, Avocat au Barreau de Seine Saint Denis 775
- CONTRAT DE TRAVAIL – Obligation d'adaptation – Absence de formation – Maintien de la capacité à occuper un emploi – Manquement de l'employeur – Transfert d'entreprise – Demande dirigée contre le cessionnaire – Conditions – Solidarité aux dettes (L 1224-2).
- COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 7 juillet 2016** (extrait) 775
- Note **Arnaud Mazières** 776
- ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ – Activité déficitaire – Filialisation – Cession – Liquidation judiciaire – Licenciement économique – Contestation du transfert – Absence de crédibilité de la poursuite de l'activité – Faute du cédant – Cession frauduleuse – Nullité des licenciements.
- COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 mai 2016** (p. n° 15-13.603) 777
- Note **Arnaud Mazières** 777

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Liquidation judiciaire partielle – Fonds d’investissement actionnaire principal du groupe – Privation d’autonomie de la société employeur – 1° Confusion des dirigeants et des activités – Éléments insuffisants à démontrer l’immixtion de l’actionnaire principal dans la gestion économique et sociale de la société et à le faire reconnaître comme co-employeur – 2° Responsabilité civile délictuelle de l’actionnaire principal – Décisions aggravant la situation économique difficile de sa filiale – Déconfiture et disparition d’emplois – Recevabilité des salariés licenciés à exercer une action en responsabilité extracontractuelle.	
COUR D’APPEL D’AMIENS (5^{ème} ch. soc) 28 juin 2016	778
Note Michèle Bonnechère , Professeur émérite de l’Université d’Évry, Val d’Essonne	782
TRANSFERT D’ENTREPRISE – Conditions – Caractérisation (non) – Réintégration du salarié à son poste – Réintégration à l’effectif et non à son poste – Dispenses d’activité – Licenciement – Action en référé – Nullité du licenciement – Réintégration du salarié.	
CONSEIL DE PRUD’HOMMES DE METZ (Référé) 28 juillet 2016	787
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences à l’Université de Lorraine, Institut du travail	792
TRANSFERT D’ENTREPRISE – Transfert conventionnel – Prestataires successifs d’un marché – Accord explicite du salarié – Nécessité (oui).	
CONTRAT DE TRAVAIL – Clause de mobilité – Mobilité intragroupe – Acceptation anticipée – Validité (non).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 19 mai 2016 (p. n° 14-26.556) (extrait)	794
Note Arnaud Mazières	794

Chroniques jurisprudentielles

Procédure prud’homale par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université de Lorraine	796
FAUTE GRAVE (deux espèces) – 1° Conduite sous l’emprise de cannabis – Salarié poussé à la faute – Géolocalisation non déclarée – Stratagème impliquant la gendarmerie – Intention malicieuse de l’employeur – Rupture sans cause réelle et sérieuse (premier espèce) – 2° Détournement de produits – Mise en vente sur leboncoin.fr – Acquisition par un tiers mandaté – Constat d’huissier – Stratagème – Preuve illicite (deuxième espèce).	
Première espèce : COUR D’APPEL DE ORLEANS (Ch. Soc.) 12 janvier 2016 (n° 15/00392)	796
Deuxième espèce : COUR D’APPEL DE DIJON (Ch. soc.) 18 février 2016 (n° 14/01016)	798
Note	800
PREUVE AVANT TOUT PROCÈS – Art. 145 CPC – Ordonnance sur requête – Mesure d’instruction – Surveillance d’un salarié – Enquête confiée à un détective privé – Rétraction de l’ordonnance (non) – Violation art. 8 CEDH et 9 C. civ. (oui).	
COUR DE CASSATION (2^{ème} Ch. civ.) 17 mars 2016 (p. n° 15-11.412 P+B)	801
Note	802
BUREAU DE CONCILIATION ET D’ORIENTATION (BCO) – Défendeur absent non représenté – Motif légitime d’absence : non – Envoi des pièces et conclus r : oui – Application de l’article R. 1454-1-3 C. trav. – BCO transformé en BJ restreint.	
CONSEIL DE PRUD’HOMMES DE LA ROCHE-SUR-YON, (Act. Div., Jugement BCO/BJR) 3 octobre 2016 (n° 16/00235)	803
Note	804
BUREAU DE CONCILIATION ET D’ORIENTATION (BCO) – Défendeur absent non représenté – Affaire antérieure à la publication du décret n° 2016-660 – Jugement sur le fond réclamé par le demandeur - Application de l’article L. 1454-1-3 C. trav. – BCO départage transformé en BJ restreint.	
CONSEIL DE PRUD’HOMMES DE PARIS (Comm., Jugement BCO/BJR Départ.) 14 avril 2016 (n° 15/14632)	805
Note	806
COMPÉTENCE – Mandat de représentation devant le Conseil de prud’hommes – Incompétence prud’homale – Contredit – Titulaire d’un mandat spécial de représenter devant la cour (non) – Titulaire d’un mandat spécial pour exercer les voies de recours (non) – Irrecevabilité.	
COUR DE CASSATION (Ch. soc.) 21 septembre 2016 (p. n° 14-28.031 P).....	807
Note	808
SALAIRE – Preuve du paiement – Réclamation d’une prime de résultat – Production de l’attestation Pôle emploi – Production de la feuille de paie – Preuve du paiement non justifiée.	
COUR DE CASSATION (Ch. soc.) 21 septembre 2016 (p. n° 15-12.107).....	809
Note	809
Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel par Pierre-Yves Gahdoun , Professeur à l’Université de Montpellier, CERCOP.....	811
LICENCIEMENT – Faute lourde – Effets – Absence de préavis – Privation du recours au DIF – Principe d’égal accès à la formation professionnelle – Atteinte (non).	
Décision n° 2016-558/559 QPC du 29 juillet 2016	811
Note	812
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Prêt de locaux par des collectivités territoriales – Interruption de la mise à disposition – Droit à une indemnisation – Atteinte à un principe constitutionnel (non) – Application rétroactive (non).	
Décision n° 2016-736 DC du 4 août 2016	813
Note	815